



## Un comité de l'ONU fait état de graves crimes de guerre dans la guerre soutenue par les États-Unis au Yémen

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 30 août 2018

[wsws.org](#) 29 août 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

La première version d'un rapport préparé par un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a décrit en détail les énormes et sauvages crimes de guerre qui ont été commis contre le peuple yéménite au cours de la guerre de trois ans menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis avec le soutien militaire et politique indispensable de Washington.

Le rapport a été produit par le Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux indépendants sur le Yémen, un organe formé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en septembre de l'année dernière avec un mandat d'un an pour enquêter sur les violations des droits de l'homme dans ce pays appauvri et ravagé par la guerre.

La formation du groupe représentait un revers pour Riyad et Washington, qui avaient réussi à repousser les tentatives précédentes de mener une enquête sur la guerre quasi génocidaire contre le peuple yéménite. Néanmoins, le groupe d'experts n'avait même pas le pouvoir limité d'une commission d'enquête de l'ONU pour recommander des poursuites pour crimes de guerre devant la Cour pénale internationale.

Le rapport attribue la grande majorité des pertes civiles – qu'il estime à 6.475 tués et 10.231 blessés, tout en admettant que le coût réel est beaucoup plus élevé – aux frappes aériennes saoudiennes qui «ont frappé des zones résidentielles, des marchés, des funérailles, des mariages, des installations de détention, des bateaux civils et même des installations médicales».

Le rapport survient dans la foulée de deux atrocités horribles en l'espace de seulement deux semaines qui ont entraîné la mort d'au moins 60 enfants et de plus d'une dizaine d'autres personnes. La première a eu lieu le 9 août, lorsqu'un avion de guerre saoudien a lancé une bombe de 225 kg contre un autobus transportant des étudiants de leur camp d'été à une cérémonie traditionnelle de fin d'été, tuant 40 enfants et au moins 11 autres personnes. Alors que les autorités saoudiennes ont nié la responsabilité de l'attentat et que le Pentagone a affirmé qu'il enquêtait toujours sur l'affaire, CNN a rapporté que les restes de la bombe larguée ont révélé qu'elle avait été fabriquée par le géant américain Lockheed Martin, un entrepreneur en armement.

Cela a été suivi d'une autre attaque meurtrière contre des femmes et des enfants fuyant un quartier de la ville portuaire assiégée de Hodeidah le 23 août. Un missile saoudien a frappé

le camion dans lequel ils se trouvaient, tuant au moins 22 enfants et quatre femmes.

Comme le rapport l'indique clairement, ces massacres ne sont en aucun cas une aberration.

Le groupe d'experts a examiné 60 cas dans lesquels des frappes aériennes saoudiennes ont été menées contre des zones résidentielles, tuant plus de 500 civils, dont 84 femmes et 233 enfants. Elle a enquêté sur 29 cas où des frappes ont été menées contre des espaces publics, y compris des hôtels, tuant 300 autres civils. Il a passé en revue 11 frappes aériennes visant des marchés, tuant et mutilant des centaines d'autres personnes. Il a également sondé des raids de bombardement contre des funérailles et des mariages, notamment l'attentat d'octobre 2016 contre la salle Al-Kubra dans la ville de Sana'a pendant les funérailles du père d'un haut fonctionnaire, qui a tué au moins 137 civils et en a blessé 695 autres.

Des raids aériens contre des centres de détention, des bateaux civils transportant à la fois des pêcheurs et des réfugiés, de nombreuses installations médicales et ambulances ainsi que des «sites éducatifs, culturels et religieux» ont également fait l'objet d'une enquête.

Le groupe d'experts a également cité l'utilisation par les avions de guerre saoudiens de «doubles frappes», dans lesquelles une deuxième attaque est menée contre une cible rapidement après la première afin de tuer les premiers intervenants et d'autres qui se précipitent sur les lieux pour aider les blessés.

Les incidents cités dans le rapport ne constituent en aucun cas une liste exhaustive de toutes les frappes aériennes – estimées à plus de 18.000 – menées contre le Yémen au cours des trois dernières années, mais sont représentatifs du carnage en cours.

Le rapport utilise un langage évasif qui dissimule la campagne meurtrière visant à forcer le peuple yéménite à se soumettre à la domination saoudienne. Il s'interroge sur le «processus de ciblage» et l'«efficacité des mesures de précaution» adoptées par la coalition saoudienne pour protéger les civils, et exprime «de sérieuses préoccupations quant au respect du principe de distinction» entre cibles militaires et civiles.

En même temps, il reconnaît que les avions de guerre saoudiens utilisent des munitions guidées de précision fournies par les États-Unis qui «indiqueraient normalement que l'objet frappé était la cible».

Précisément. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et leurs alliés procèdent à un massacre prolongé et délibéré d'une population yéménite largement sans défense.

Sont également cités comme une «violation du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire», c'est-à-dire un crime de guerre, les «blocus de facto» des frontières du Yémen, et de ses ports maritimes et aéroports, qui sont imposés par les Saoudiens et soutenus par les États-Unis.

«L'impact de ces développements sur la population civile est immense», affirme le rapport, se référant aux blocus. «L'accessibilité à la nourriture et au carburant a considérablement diminué, en raison de l'augmentation des coûts d'acheminement des marchandises sur les marchés. Ces coûts ont été répercutés sur les consommateurs, ce qui rend les biens limités inabordables pour la majorité de la population. Le problème est exacerbé par le non-paiement par le gouvernement des salaires du secteur public, qui touche un quart de la population depuis août 2016. Les effets des hausses de prix couplés à l'érosion du pouvoir

d'achat sont désastreux pour la population.»

Ainsi, ajoute le rapport, «En avril 2018, près de 17,8 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire et 8,4 millions de personnes étaient au bord de la famine. Les installations de soins de santé ne fonctionnent pas, l'eau potable est moins accessible et le Yémen souffre toujours de la plus grande épidémie de choléra de l'histoire récente.»

Le blocus empêche également les gens de demander des soins médicaux qu'ils ne peuvent pas obtenir à l'intérieur du Yémen. En août dernier, le ministère de la Santé de Sana'a a rapporté que 13.000 Yéménites sont morts de maladies qui auraient pu être traitées si les Saoudiens n'avaient pas fermé les aéroports du pays. Pas plus tard que cette semaine, le ministre de la Santé a demandé la suspension du blocus afin que les victimes des récents attentats à la bombe, y compris les enfants gravement blessés, puissent se rendre dans les hôpitaux à l'étranger.

Le rapport cite également comme crimes de guerre les disparitions forcées systématiques, la détention arbitraire et la torture et le viol systématiques des Yéménites arrêtés par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, en particulier les forces militaires déployées dans le pays par les Émirats arabes unis.

«À la prison de Bir Ahmed, les forces des Émirats arabes unis ont fait une descente dans l'établissement et ont perpétré des violences sexuelles, peut-on lire dans le rapport. En mars 2018, près de 200 détenus ont été déshabillés dans un groupe pendant que le personnel des Émirats arabes unis examinait de force leurs anus. Au cours de cette fouille, plusieurs détenus ont été violés par l'insertion de doigts, d'outils et de bâtons.»

En outre, les détenus ont été «battus, électrocutés, suspendus à l'envers, noyés, maintenus en isolement pendant de longues périodes, et on a menacé leur famille de violences».

Le rapport cite également la torture et le viol endémiques des réfugiés, en particulier des Somaliens et des Érythréens, aux mains des Forces de la ceinture de sécurité, composées de milices islamistes déployées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite aux frontières du Yémen.

Le rapport conclut que le groupe d'experts «a identifié, dans la mesure du possible, les personnes susceptibles d'être responsables de crimes internationaux et que la liste des personnes a été soumise» au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Rien n'indique toutefois que cette liste comprend les noms de responsables politiques et militaires sans la participation desquels la guerre au Yémen aurait été impossible. Il s'agit notamment de Barack Obama, Donald Trump, James Mattis, le général Joseph Votel et de nombreux autres hauts gradés du Pentagone et de la CIA, ainsi que des partis démocrate et républicain.

La seule référence indirecte au rôle de Washington est une recommandation selon laquelle la communauté internationale doit s'abstenir de fournir des armes qui pourraient être utilisées dans le conflit au Yémen.

Le soutien américain à la guerre menée par les Saoudiens, initiée sous Obama, n'a pas seulement consisté à fournir les dizaines de milliards de dollars d'armes américaines qui ont été utilisées contre le peuple yéménite, mais aussi la collaboration indispensable du Pentagone pour assurer le ravitaillement en vol des avions de guerre saoudiens, sans

lesquels ils ne pourraient mener leurs raids de bombardement meurtriers. Un centre logistique commun a été mis en place à Riyad, afin de fournir des renseignements américains pour les frappes saoudiennes et, depuis décembre dernier, des forces spéciales américaines ont été secrètement déployées sur le terrain pour venir en aide aux forces saoudiennes.

La Maison-Blanche et le Pentagone n'ont pas l'intention de mettre fin à leur participation à la guerre du Yémen, qu'ils considèrent comme faisant partie d'une campagne régionale visant à réduire l'influence de l'Iran et à établir l'hégémonie des États-Unis sur le Moyen-Orient riche en pétrole.

C'est ce qu'a déclaré mardi le ministre de la Défense Mattis lors d'une conférence de presse du Pentagone au cours de laquelle il a nié la gravité des atrocités récentes qui ont coûté la vie à plus de 60 enfants. Il a affirmé que les États-Unis travaillaient avec les Saoudiens pour réduire les pertes civiles, mais «nous reconnaissons que nous n'atteindrons pas la perfection». Il a qualifié de «cible dynamique» le bus rempli d'enfants qui ont été déchiquetés par une bombe américaine.

Les «experts» de l'ONU ne prétendent pas tenir Washington responsable des crimes de guerre au Yémen, tout comme l'organisme international n'a rien fait pour traduire en justice les responsables américains de la série de guerres, de l'Afghanistan à la Libye et à la Syrie, qui ont coûté la vie à des millions de personnes et créé des dizaines de millions de réfugiés.

Dans toute véritable imputabilité du massacre au Yémen, ainsi que du sociocide plus large mené par l'impérialisme américain dans tout le Moyen-Orient, des figures comme Mattis, Obama, Trump, et autres, seraient placées sur le banc des accusés comme les dirigeants survivants du Troisième Reich d'Hitler à Nuremberg.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWWS, le 29 août 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Bill Van Auken](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)